

## International

### LA CHRONIQUE DE PHILIPPE MOREAU DEFARGES



CHERCHEUR ET CODIRECTEUR DU RAPPORT RAMSES  
À L'INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES (IFRI)

# Toute crise est mondiale

**E**n mars 2010, alors que la dette grecque plonge l'Union européenne (UE) dans le plus grand désarroi, la question de l'implication du Fonds monétaire international (FMI) augmente les dissensions. La Grèce, considérant que ses partenaires européens lui marchandent leur soutien, menace de se tourner vers le FMI, montrant ainsi leur incapacité à être solidaires. Pour beaucoup d'Européens, cela confirme que la Grèce est prête à tous les chantages. De plus l'UE n'est pas un groupement de pays en développement, et doit régler elle-même ses problèmes, sans intervention extérieure. Quelques jours passent. Ce qui était inacceptable va soudain de soi. Le FMI est embarqué dans le feuilleton grec. L'orgueilleuse UE s'incline, se rendant compte qu'il est plus sage d'avoir avec soi le gendarme et l'infirmier des monnaies.

Alors quelles leçons tirer de ce vaudeville européen-planétaire ?

#### IL N'Y A PLUS DE CRISE LOCALE

Initialement, en octobre 2009, l'affaire est grecque. Le gouvernement socialiste qui vient d'accéder au pouvoir à Athènes annonce que le déficit public sera en 2011 de 12,5 %, le double de ce qui avait été initialement indiqué. Au début de 2010, les interrogations que suscite la Grèce s'étendent à d'autres États : le Portugal, l'Espagne et d'autres sont peut-être aussi nus que la Grèce ! La crise grecque s'élargit en crise de l'euro. Alors entrent dans le jeu de nouveaux protagonistes, notamment les créanciers de la zone euro. La crise de l'euro s'inscrivant dans la crise financière mondiale, se dessine un face-à-face planétaire entre créanciers et débiteurs, avec une configuration particulière entre les deux plus « gros » : les États-Unis et la Chine. La quasi-totalité des crises sont vouées à se mondialiser pour au moins quatre raisons.

- La terre entière constitue un système économique et social unique. Beaucoup d'acteurs raisonnent à l'échelle planétaire ou au

moins comparent les différents espaces, les différents marchés : par exemple opérateurs arbitrant constamment entre les différentes devises, multinationales redéployant leurs implantations... Rien n'est simple pour personne : comment faire le meilleur placement, le meilleur investissement ? Comment trouver le bon équilibre entre prospérité et rigueur ?

- La multiplication des circulations, la capacité des flux à se modifier, à se faufiler, leur diffusion chaotique font que les crises se répandent de mille manières : capitaux se déplaçant sans cesse, populations fuyant les zones d'affrontement, touristes répandant des microbes... Ces mouvements sont imprévisibles, dépendant des peurs des uns ou des autres. De plus, une véritable compétition se développe entre détenteurs de richesses et entités, surtout États, vivant sur les prélèvements (impôts) faits sur les flux. Les premiers se font conseiller toutes sortes de ruses pour contourner les contrôles, tandis que les seconds imaginent des dispositifs toujours plus perfectionnés pour stopper l'évasion et la fraude.

- Chacun vit dans la comparaison constante. Pourquoi pas moi ? Pourquoi ce qui arrive à l'autre ne m'arriverait-il pas ? Pourquoi n'imiterais-je pas celui qui réussit ? Donc, après la course à l'enrichissement, les surenchères dans la rigueur et l'austérité. Dans les turbulences et le désarroi de la mondialisation, chacun recherche l'expérience exemplaire ou la solution-miracle (ainsi, en 2009, en pleine tourmente des subprimes, le modèle suédois de 1992 : la Suède opérait un tri systématique entre le bon, le mauvais et l'épouvantable).

- Les parties prenantes de toute crise oscillent entre le désir de rester entre soi et la tentation finalement plus forte d'attirer des acteurs extérieurs. La Grèce, sentant les réticences de ses partenaires

©APF-LOUISA GOULAMAKI-STR



Du fait d'une économie mondialisée, la crise grecque est devenue celle de l'euro, puis du monde occidental. Enfin, le recours au FMI, bien qu'inacceptable pour beaucoup, a été nécessaire. Il n'y a plus de crise locale.

européens, se tourne vers le « bon policier » qu'est le FMI. Il s'agit de faire honte aux premiers, manquant d'esprit de solidarité, et de les contraindre à se montrer plus généreux. Quelques années plus tôt, le FMI était dans la position inverse : l'Argentine dénonçait alors son orthodoxie étroite !

Sur une terre si petite, une crise ne mobilisant que ceux qui sont directement frappés sombre dans l'indifférence. Les crises, en se bousculant, se font concurrence. Les victimes doivent crier haut et fort pour que leur cause ne soit pas noyée dans le fleuve des informations qui se poussent les unes les autres.

### DES BRICOLAGES COMPLEXES ET ÉVOLUTIFS

La gouvernance mondiale est un processus confus, inégal d'un secteur à l'autre et inachevé. Les organisations internationales, comme l'Organisation des Nations unies (ONU) ou le FMI, même si elles sont le produit de traités interétatiques, apparaissent comme des technocraties, des bureaucraties, lourdes, maladroites, plus ou moins légitimes. Ces institutions sont porteuses des intérêts généraux supérieurs de la planète. Peu à peu ces intérêts sont identifiés : règlement pacifique des différends, sécurité des flux mondiaux (avec la police des océans), gestion coordonnée du système économique mondial, développement durable...

Ces intérêts ne peuvent pas être imposés. Les agences inter-

nationales doivent prouver leur crédibilité en travaillant avec les États. Ces derniers demeurent les rouages indispensables entre ces intérêts planétaires et les peuples. Les États doivent à la fois défendre les préoccupations de leurs populations et faire comprendre à ces dernières les contraintes et les impératifs d'un système planétaire. Les interventions internationales doivent être légitimes, c'est-à-dire obtenir le consentement des peuples visés. Seuls les États peuvent pour le moment remplir cette fonction délicate d'explication et de persuasion.

Les bureaucraties internationales sont des outils et des enjeux. Les États en ont besoin et n'hésitent pas à les manipuler en fonction de leurs intérêts. D'où, dans les décennies à venir, des opérations multidimensionnelles, associant plusieurs types d'instances. La gestion du système économique mondial ne peut pas être le monopole du FMI, ou du G20, ou de toute autre structure. Ces instances sont nécessairement tiraillées entre un souci d'indépendance et le besoin de rester proche des États.

Il faudra longtemps bricoler des dispositifs imparfaits et mouvants. Ainsi des réglementations économiques et financières mondiales seront-elles très longues à édifier. Comment imposer les mêmes normes à des économies mûres, à des économies émergentes et à des pays pauvres ? ■